

Rien ne change, mais tout se dégrade

"Moi, je suis là pour servir l'école et les professeurs et évidemment les élèves et les parents."

"... moi, je suis là pour remettre le professeur au centre de l'école et pour quand même que personne n'oublie les lettres de noblesse de l'école."

Vous avez reconnu ? Oui, c'est bien cela :

"moi je ne suis pas là, Édouard Geffray, pour Édouard Geffray, je suis là pour l'école."

Comme beaucoup de personnels et militant·es de l'Éducation nationale, nous avons écouté avec beaucoup d'attention les déclarations de rentrée de notre septième ministre de l'Éducation nationale sous l'ère d'Emmanuel Macron.

Y avons-nous été sensibles ? Oui

Y avons-nous cru ? Non

Pourquoi ?

Tout simplement parce que depuis la rentrée, rien n'annonce les "ruptures" préconisées par Sébastien Lecornu.

C'est le cas pour beaucoup de secteurs. Celui de l'Éducation nationale ne fait pas exception.

- **Pas d'ouverture des CAPES** de [LFS](#)¹, de Portugais et de Chinois. Pas d'agrégation de Créole.
> Les concerné·es ont-ils été prévenu·es : non. Ils l'ont découvert en cherchant leur concours sur le site du MEN.
- **Territoires ultramarins** toujours, on constate à quel point ces territoires sont délaissés : pas de réunion de mouvement, pas de CCMA ... et surtout pas de salaire en septembre pour des centaines de personnels des établissements scolaires de [Mayotte](#). Octobre : pas mieux.
> Les concerné·es ont-ils été prévenu·es : non. Ils l'ont découvert à la fin du mois.
- **Salaires** toujours, ceux des **maitres délégué·es** cette fois.
> Pourquoi le point 1.3. de la [circulaire du 21-8-2024](#) n'est-il pas appliqué dans certains rectorats ? Le texte faisant basculer les [maitres auxiliaires vers le monde des maitres délégué·es](#) est bien effectif. Il a conduit comme annoncé à la fin de l'avancement automatique de carrière et des indemnités de vacances. Et... il est aggravé par la non application d'autres textes réglementaires. La DAF peut-elle communiquer clairement et rapidement auprès de l'ensemble des rectorats pour que cette anomalie au détriment de nos collègues précaires soit corrigée. La CGT-EP demande une homogénéisation (par le haut) de l'application des textes réglementaires relatifs aux maitres délégué·es. C'est essentiel.
- **AESH** : pénurie, encore et toujours. Saupoudrage dorénavant aussi. Les collègues suivent 7, 8, 9 enfants : parfois 1h tous les 15 jours. Pénurie de recrutement : les taux de chômage ne seraient pas suffisamment élevés. L'inclusion mérite mieux que la loi de l'offre et de la demande. À quand ce vrai statut de fonctionnaire de catégorie B, rémunéré 24h à temps plein ?

Voici 4 points révélateurs de la situation de l'Éducation nationale. **Rien ne change, mais tout se dégrade.** Des dégradations qui touchent d'abord les collègues parmi les moins favorisés et puis ensuite, tout le monde : personnels et élèves. Nous le constatons chaque jour dans les établissements.

Plus généralement, les [enquêtes de Talis](#), confirment une nouvelle fois les précédentes (DEEP) : seul·es 3,8% des collègues se sentent valorisé·es dans leur métier, les classes chargées et hétérogènes sont très mal vécues, près de 20% ressentent du stress lié au manque de moyen pour « bien faire » leur travail.

Voici des constats dûment établis qui nécessiteraient les "ruptures" de M. Lecornu

Et pourtant, et bien non :

- Les annonces bruissent depuis quelques jours : la suppression (annulée) de [4 000 postes](#) de 2025 seraient d'ores et déjà programmée pour 2026. La faute à ... la baisse démographique (marronnier de chaque rentrée depuis des dizaines d'années) et ... aux restrictions budgétaires.
Pas de poste donc, pas d'augmentation de salaire donc.
Davantage de promotion ? Peut-être.
- Pourtant, avoir un budget de 70 milliards ([gonflé artificiellement](#) à 80) n'est pas trop dépensé - n'en dépense à [F.Bayrou](#). C'est au contraire ne pas dépenser assez.

¹ – Les épreuves seront finalement maintenues : deux postes ouverts

Si les inégalités sociales augmentent à l'école : c'est bien parce que les premiers à pâtir des classes surchargées, du manque d'AESH, des absences des personnels en burn-out (car empêcher de « bien faire » leur métier) : ce sont les classes populaires et les plus précaires.

- De 2 à 18 ans, l'écart entre la réussite des enfants issus de familles aisées et ceux issus de familles pauvres ne cesse de s'amplifier ([France Stratégie](#) 2023)

- "L'école hérite d'inégalités sociales et familiales, mais produit à chaque étape de la scolarité des inégalités de natures différentes qui se cumulent et se renforcent. (CNESO)
- "Au collège dans le public, 40 % des élèves ont des parents ouvriers ou inactifs, contre 17 % dans le privé, et 74 % dans les collèges en réseau d'éducation prioritaire". (Enquête INSEE 2024)

Alors, **inégalité et ségrégation** : est-ce toujours cela la société visée par ce gouvernement?

Les collègues souhaitent bien mieux pour les jeunes - même si périodiquement la démotivation les gagne.

Car vous l'aurez compris, **les personnels souhaitent être respectés**, dignement rémunérés, bénéficier de formations de qualité sur temps de travail, obtenir des conditions de travail décentes et un suivi médical de qualité pour les personnels comme pour les jeunes. Ce sont des revendications que nous partageons avec nos collègues du public.

Nous ajoutons en cette rentrée que les collègues aujourd'hui comptent sur les pouvoirs publics pour leur permettre de garder le rare avantage de l'enseignement privé sous contrat qu'est **la prévoyance**.

Nous ajoutons également qu'il est essentiel de faire en sorte d'**entendre d'abord les personnels**, premiers concernés, notamment via les instances paritaires. C'est le moyen incontournable d'améliorer réellement les conditions de travail pour toutes et d'éviter pour ce faire les dérives de l'institution confessionnelle.

Il est essentiel de renverser cette politique mortifère.

D'abord parce le service public d'Education nationale peut et doit porter d'autres valeurs : celles de l'humanisme, de l'égalité, de l'adelphité...

Mais aussi parce que si la politique du MEN reste celle de la dégradation dans la continuité

Celle du SGEC, c'est la rupture vers de la dégradation, vers la régression.

Nous alertons depuis des années et nous avons pensé être entendu·es sur les financements, sur les violences, sur l'EVARS...

Et pourtant, depuis sa nomination, le remplaçant de M. Delorme au SGEC multiplie les annonces qui sont de véritables provocations. Elles remettent en cause la liberté de conscience des élèves et personnels, le principe de neutralité de l'enseignement, les bases du contrat avec l'État.

LA CGT EP regrettent de n'avoir pas entendu clairement le ministère de l'Éducation nationale à ce sujet.

La notion de "*caractère propre*" (la DAF a promis de nous transmettre son expertise sur le sujet) ne doit pas continuer à servir de sésame pour toutes les entorses confessionnelles catholiques. Il est temps d'y mettre un terme car suivent et s'amplifient d'autres éléments de langage, de plus en plus problématiques. "*EARS*" "*anthropologie chrétienne*" "*éducation intégrale*" promus par la frange la plus idéologique du catholicisme réactionnaire. Il est urgentissime de refermer clairement cette fenêtre d'Overton qui fait le lit des idées de l'extrême droite.

Très concrètement : quand le ministère compte-t-il réagir contre les intervention de plus que problématiques d'associations adouées par les tutelles diocésaines, le SGEC, l'APEL et qui sous un discours lénifiant bafouent les objectifs de l'EVARS (rebaptisé EARS) ?

Nous savons les dégâts du harcèlement dans nos classe. Nous savons les chiffres des violences intrafamiliales. Nous savons que les élèves LGBTQIA+ se suicident 5 à 7 fois plus que les autres. Et pourtant : dans des établissements sous contrat, Thérèse Hargot, Lift, Com'je t'aime.... parlent d'"amour durable", de féminisme anti IVG, de contraception risquée et parallèlement passent sous silence ce qu'il y a d'essentiel à éradiquer - notamment grâce aux programmes de l'EVARS - la violence.

Pour finir, je partage un sondage diffusé dans un établissement sous tutelle lasalienne et présenté comme nécessaire à l'obtention du [label Qualycée](#). Nombre d'enseignant·es/AESH en ont-été plus qu'abasourdi·es. Comment la DAF conseille-t-elle à ces agents publics d'y répondre ?

« 3.3 3.3 *Considérez-vous que votre établissement favorise la rencontre avec Jésus de Nazareth ?* »

« 13 *Culture vocationnelle. [En quoi] l'établissement favorise un environnement permettant à chaque élève de découvrir son rôle et sa vocation dans la construction du Royaume de Dieu* »

Vous remerciant de votre attention.



Pour la CGT Enseignement Privé,

Pascale PICOL & Marie GODLEWSKI
Élues CCMMEP